



---

## Première session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2026

Vienne, le 31 juillet 2023

### Débat Général General Debate

Déclaration prononcée par

l'Ambassadeur Benno Laggner

Représentant Permanent de la Suisse auprès de l'AIEA et de l'OTICE

---

Monsieur le Président,

Je vous félicite pour votre accession à votre importante fonction et vous remercie, ainsi que votre équipe, pour le rigoureux travail préparatoire.

A l'entame de ce nouveau cycle d'examen, plusieurs événements viennent compliquer les progrès dans la réalisation des objectifs du TNP.

La poursuite de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, qui constitue une violation flagrante du droit international et que la Suisse condamne avec la plus grande fermeté, a un impact négatif sur les trois piliers du TNP.

Les tensions croissantes entre les États dotés ont eu une incidence préjudiciable sur leur coopération. Le régime de maîtrise des armes nucléaires s'est encore érodé.

Les avancées contrastées dans les trois piliers du TNP et l'absence de mise en œuvre des engagements existants menacent la crédibilité et la vitalité du traité.

Nous regrettons qu'un nombre croissant de mesures allant à l'encontre des engagements contractés dans le cadre du TNP soit pris. Celles-ci portent notamment sur le renforcement, au lieu d'une réduction, du rôle des armes nucléaires dans les politiques et les doctrines de sécurité nationale. Une nouvelle course aux armements pointe à l'horizon. La tendance continue à la modernisation nucléaire par tous les États dotés est

très préoccupante. Le développement substantiel de l'arsenal nucléaire de la Chine, en particulier, soulève des questions.

Dans ce contexte, nous rappelons l'importance de la déclaration de janvier 2022, dans laquelle les dirigeants des États dotés ont réaffirmé qu'une « guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée ».

Monsieur le Président,

Des défis importants se posent dans les trois piliers du TNP.

Les engagements en matière de désarmement pris lors des conférences d'examen de 2000 et 2010 doivent être poursuivis avec détermination, malgré un contexte sécuritaire difficile. La transparence et la redevabilité doivent être renforcées afin d'établir les références de base pour le suivi des progrès de leur mise en oeuvre. Nous appelons les États dotés à éviter une nouvelle course aux armes nucléaires et à réduire leur rôle. Toute menace nucléaire irresponsable et rhétorique incendiaire doivent faire l'objet de réponses décisives et être stigmatisées. Des approches pratiques en matière de réduction du risque posé par les armes nucléaires et de la prévention de la guerre nucléaire doivent être poursuivies.

Les progrès se révèlent également fugaces concernant les principales préoccupations de prolifération. Nous appelons l'Iran à coopérer pleinement et de manière proactive avec l'AIEA afin de répondre aux questions en suspens concernant ses obligations en matière de garanties. Bien que des mesures positives aient été prises récemment, les progrès restent dans l'ensemble limités. Nous sommes profondément préoccupés par l'expansion rapide de l'arsenal nucléaire de la RPDC. Nous lui demandons instamment de revenir au plus vite au TNP et aux garanties de l'AIEA, et de signer et ratifier le TICE. Nous réitérons également notre appel à la RPDC pour qu'elle s'abstienne de procéder à tout essai nucléaire et à des essais de missiles balistiques en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous tenons à souligner le rôle des garanties de l'AIEA, qui constituent l'épine dorsale de notre régime de non-prolifération. Un accord de garanties généralisées assorti d'un protocole additionnel devrait constituer la norme actuelle en matière de garanties. Le respect intégral des obligations en matière de garanties – en tout temps et sans conditions - est indispensable pour préserver l'intégrité du TNP.

Le droit inaliénable des États parties d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, tel qu'il est codifié à l'article IV, est un élément essentiel du TNP. La technologie nucléaire et ses nombreuses applications ont un rôle important à jouer, notamment dans les plans de développement nationaux et dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Les utilisations pacifiques nécessitent de solides mesures de sûreté et de sécurité nucléaires. Dans ce contexte, nous devons souligner les menaces à la sûreté et à la sécurité nucléaires causés par l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et notamment son occupation de la centrale nucléaire de Zaporizhzhya (ZNPP).

Monsieur le Président,

Bien que nous n'ayons pas été en mesure de nous mettre d'accord sur un document final substantiel lors de la dernière conférence d'examen, un terrain d'entente a pu être trouvé sur de nombreuses questions lors des délibérations. Nous pouvons nous appuyer sur ces éléments lors de l'entame de ce nouveau cycle d'examen.

Les discussions au sein du Groupe de travail sur le renforcement du processus d'examen (SRP) la semaine dernière, sous votre conduite avisée, ont été dans l'ensemble constructives et interactives. Si nous regrettons que le Groupe n'ait pas été en mesure de s'accorder sur un ensemble de recommandations, il a identifié un certain nombre de propositions qui pourraient contribuer à remédier à des lacunes du processus d'examen. Le présent cycle d'examen devrait s'efforcer de tirer parti de ces propositions. En particulier, nous devrions nous prévaloir de l'élan créé par les délibérations sur le renforcement de la transparence et de la redevabilité et sur un meilleur suivi de la mise en œuvre des engagements au titre de l'article VI et établir à cet effet un processus de discussion interactif basé sur des rapports nationaux réguliers et structurés par les Etats dotés dans le cadre du cycle d'examen.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Mr. Chairperson,

I congratulate you on the assumption of your important function and thank you and your team for the thorough preparatory work.

At the beginning of this new review cycle, there are several developments, which further complicate progress towards achieving the NPT's objectives.

Russia's continuing military aggression against Ukraine, which constitutes a gross violation of international law and which Switzerland condemns in the strongest possible terms, has a negative impact on all three NPT pillars.

The rising tensions among Nuclear-weapon States has negatively affected their cooperation. Nuclear arms control has further eroded.

Uneven progress under the three pillars and the lack of implementation of existing commitments threaten the credibility and vitality of the Treaty.

We regret that more and more steps are being taken that run counter to NPT commitments. These include measures that increase, rather than decrease, the role of nuclear weapons in national security policies and doctrines. A new arms race is looming. The continuing trend towards nuclear modernization in all nuclear-weapon States is of serious concern. China's substantial nuclear weapons build-up in particular raises questions.

In this context we recall the importance of the January 2022 statement in which the leaders of the nuclear-weapon States reaffirmed that "a nuclear war cannot be won and must never be fought".

Mr. Chair,

There are significant challenges with regard to all three pillars.

The disarmament commitments made at the 2000 and 2010 Review Conference must be pursued with determination, despite the challenging security context. Transparency and accountability should be strengthened to establish baselines for tracking progress. We call on the nuclear-weapon States to avoid a new nuclear arms race, and to reduce the role of nuclear weapons. Irresponsible nuclear threats and inflammatory rhetoric must be met with decisive responses and stigmatized. Practical approaches to nuclear risk reduction and preventing nuclear war need to be pursued.

Progress remains elusive also with regard to key proliferation concerns. We call on Iran to cooperate fully and proactively with the IAEA in order to answer outstanding questions with regard to its safeguards obligations. While there have recently been some positive steps, overall progress remains limited. We are deeply concerned by the DPRK's expansion of its nuclear arsenal at a rapid pace. We urge the DPRK to return to the NPT and IAEA safeguards at the earliest possible date, and to sign and ratify the CTBT. We also reiterate our call on the DPRK to refrain from nuclear testing and from ballistic missile tests in violation of the relevant UNSC resolutions. We emphasize the role of the IAEA's safeguards as the backbone of our non-proliferation regime. A Comprehensive Safeguards Agreement with an Additional Protocol should constitute the current safeguards standard. Full

compliance with safeguards obligations - at all times and without conditions - is indispensable for upholding the NPT's integrity.

The inalienable right of States Parties to use nuclear energy for peaceful purposes as codified in Article IV is a core element of the NPT. Nuclear technology and its many applications have an important role to play, notably for national development plans and for achieving the Sustainable Development Goals (SDGs). Peaceful uses require robust nuclear safety and security measures. In this context we have to highlight the threats to nuclear safety and security caused by Russia's military aggression against Ukraine and namely its occupation of the Zaporizhzhya Nuclear Power Plant (ZNPP).

Mr. Chairperson,

Although we were unable to agree on a substantive final document at the last Review Conference, we found in our deliberations common ground on many issues. We can build on this as we start the new review cycle.

The discussions in the Working Group on Strengthening the Review Process (SRP) last week under your able leadership were, on the whole, constructive and interactive. While we regret that the Working Group was unable to agree on a set of recommendations, it identified a number of proposals that could contribute to address shortcomings in the NPT process. This NPT cycle should seek to leverage these proposals. In particular, the momentum created by the deliberations on strengthening transparency and accountability and better monitoring the implementation of Article VI commitments should be taken forward and lead us to establish an interactive discussion process based on regular structured national reports by the nuclear-weapon States as part of the review cycle.

Thank you for your attention.